SUPPORTERRES

ELEVÉS À LA DUR(ABLE)

TRIMESTRIEL N°25 • SEPTEMBRE 2023 • N°D'AGRÉMENT P601176

LE MAGAZINE DE humundi SOS FAIM RÉDIGÉ PAR SES VOLONTAIRES

TANT QU'IL Y AURA DES VACHES

Si vous venez au Festival Alimenterre cette année, vous aurez peut-être la chance de voir un film très fort : « Cow » d'Andrea Arnold. 1h34 pour une vie dans les yeux d'une vache et un film pas du tout muet pour qui sait écouter ses remous intérieurs.

Intense, ce film nous rappelle à la fois la proximité et la distance qui nous lient avec les animaux. Pourtant, quand on évoque l'agriculture et le système alimentaire, ils sont régulièrement les oubliés de la réflexion. Ou pire, ils sont perçus comme des nuisibles : les pucerons ou les oiseaux qui s'attaquent aux cultures ; les ruminants dont les gaz contribuent pour 14,5% aux émissions de GES, dont la production nécessite 13 500 litres d'eau pour 1 kg et qui justifient une déforestation massive pour être nourris ; les poules qui véhiculent la grippe aviaire ; le lisier des cochons qui polluent les rivières et les plages. Il faut alors les éradiquer, les traiter massivement aux antibiotiques ou encore leur mettre des masques pour capturer le méthane qu'elles rejettent.

A y regarder de plus près, s'il est vrai qu'il faut manger moins de viande pour réduire la pression sur les ressources ou qu'il faut réguler les populations de pucerons pour ne pas voir les récoltes détruites, il s'agit davantage d'un problème lié au mode de production que d'un impact négatif, en soi, des animaux. C'est le système industriel qui crée des fermes de mille vaches, qui encourage la consommation de boeuf, qui éradique, avec ses pesticides, les prédateurs des insectes ou encore qui détruit les habitats et rapproche les espèces en déforestant massivement.

Les animaux nous sont essentiels et nous ne pouvons pas nous passer d'élevage. Ils garantissent la sécurité alimentaire de près d'1,3 milliard de personnes dans le monde. Ils entretiennent, avec leurs déjections, le cycle de fertilité des sols et ralentissent la désertification. Ils sont une force motrice plus accessible que les machines. Ils nous habillent, nous meublent, nous soignent... Ils nous lient.

Généraliser des élevages plus durables, c'est possible. Et ce qui est bon pour eux est bon pour nous et pour la planète. Tant qu'il y aura des vaches... il y aura des humains.

GÉRALDINE HIGEL
Rédactrice en chef de Supporterres

Vous découvrez Supporterres et souhaitez le recevoir gratuitement ?
Écrivez-moi à : ghi@humundi.org

SOMMAIRE

En direct 3
Un sommet pour sauver le Bassin du Congo

Un plan en Wallonie pour accélérer la transition alimentaire

On prend la température 4
COOPECAN, une coopérative qui milite pour la valorisation de la fibre d'alpagas dans les Andes péruviennes

Voix du sud 6
L'élevage pastoral, durable mais menacé

En un clic 8
Élevage intensif
Élevage extensif

Grand angle 10
Pastoralisme : transhumance et mutations

« One Health » : garantir des interactions durables entre espèces

Focus 14
En RDC, des protéines animales saines et accessibles pour la sécurité alimentaire

Notre regard sur 15
Viande et produits animaux : une diminution nécessaire, un chemin complexe

Humundi asbl
Rue aux Laines 4 - 1000 Bruxelles
T 02 548 06 70
CCP : BE83 0000 0000 1515
BIC : BPOTBEB1
www.humundi.org

Éditeur Responsable
Benoît de Waegeneer
Design yellowstudio
Cover © Maurine Larcher

Réalisé avec le soutien de
Belgique
partenaire du développement

BELGIQUE

UN SOMMET POUR SAUVER LE BASSIN DU CONGO

Du 29 au 31 août, à Kinshasa, s'est déroulée, sous l'égide de l'AFSA, un sommet dédié au Bassin du Congo. Intitulé « Rapprocher la souveraineté alimentaire, la conservation de la biodiversité et la résilience climatique », l'angle dépasse le seul cadre de protection de la plus grande forêt tropicale d'Afrique. Pour Josué ARUNA, directeur exécutif de la Société de conservation du bassin du Congo : « *Le bassin du Congo, qui s'étend sur six pays, n'est pas seulement le poumon de notre planète, mais le pouls même de plus de 60 millions de vies. Ces forêts représentent plus que des puits de carbone ; elles sont l'élément vital de divers systèmes alimentaires et cultures.* »

Il s'agit ainsi d'appréhender les enjeux de cette région de manière systémique et, c'est le cheval de bataille de l'association, de mettre en avant l'agroécologie comme « une réponse holistique à des problèmes complexes ». Pour Million Belay, coordinateur général de l'AFSA : « *Notre objectif est de galvaniser les différentes voix de la région, en plaidant pour la souveraineté alimentaire et la transition vers l'agroécologie. Il est impératif que les décideurs politiques et les bailleurs de fonds reconnaissent qu'un système alimentaire industriel n'est pas la solution pour le Bassin du Congo. Notre véritable espoir est ancré dans une approche globale, abordant l'ensemble des défis auxquels la région et l'Afrique en général sont confrontées.* »

L'AFSA, qui compte 40 membres actifs issus de 50 pays africains est accompagnée, dans l'organisation, par de nombreux partenaires tels que la Société de Conservation du Bassin du Congo, le Comité National pour la Promotion de l'Agriculture Familiale, Climate Change Africa Opportunities ou encore le Ministère National de l'Agriculture. De quoi pouvoir aborder les nombreuses thématiques sous différentes formes et toucher un public nombreux.

RDC

UN PLAN EN WALLONIE POUR ACCÉLÉRER LA TRANSITION ALIMENTAIRE

En juillet dernier, le gouvernement wallon a choisi six nouveaux projets s'inscrivant dans le plan « Food Wallonia ». Ils s'ajoutent à ceux déjà sélectionnés et qui visent à développer une filière de noisettes locales, une filière de formation d'insertion socio-professionnelle autour des métiers liés à la transformation et la valorisation de légumes ou encore la culture de la silphie, une plante permettant de freiner l'érosion et pouvant servir de fourrage en période de sécheresse.

Le plan « Food Wallonia », adopté en octobre dernier, doit permettre d'accélérer la transition vers une alimentation durable d'ici 2025. Décliné en 5 axes et 19 actions, il mise sur l'aide financière, la sensibilisation et la réglementation pour accompagner notamment des publics précarisés et des collectivités publiques comme les cantines. Il vise également une plus grande structuration de l'offre d'encadrement et de formation dans les métiers du secteur, une amélioration de la gouvernance du système alimentaire au niveau régional et local et un renforcement de la transversalité et de la cohérence des politiques wallonnes en la matière.

Parmi les projets déjà sélectionnés, on trouve des ateliers cuisine, des collations et des soupes gratuites dans les écoles mais aussi des financements spécifiques comme celui « du local dans l'assiette ». Ce dernier doit permettre à certaines cantines de collectivités d'augmenter la part de produits locaux dans leurs repas sans augmenter le coût pour les bénéficiaires en prenant en charge 50% des factures de produits locaux issus de circuits courts et 70% s'il s'agit de produits bio locaux. A ce jour, 326 cantines sont engagées dans le programme avec un impact positif pour plus de 100 producteurs locaux.

COOPECAN, UNE COOPÉRATIVE QUI MILITE POUR LA VALORISATION DE LA FIBRE D'ALPAGAS DANS LES ANDES PÉRUVIENNES

La COOPECAN en chiffres

2008
ANNÉE DE CRÉATION

4
ZONES D'INTERVENTION (CUSCO, APURIMAC, AREQUIPA ET AYACUCHO)

17
ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS ET ÉLEVEURS D'ALPAGAS

1 500
MEMBRES DIRECTS

5000
PETITS ÉLEVEURS BÉNÉFICIAIRES

Dans les hautes altitudes des Andes du Pérou, entre 3500 et 5000 mètres d'altitude, vivent près de 34 000 éleveurs d'alpagas (*les alpaqueros*). Bien que 70 à 80 % des revenus de ces populations proviennent de l'élevage d'alpagas, nombreuses parmi elles vivent encore dans une extrême pauvreté du fait de conditions défavorables. Elles vivent en général dans des lieux reculés, très accidentés et leurs conditions de vie sont souvent difficiles. Par ailleurs, le manque de moyens financiers entrave la production de fibres fines et de qualité.

Ces dernières années cependant, les éleveurs sont de plus en plus accompagnés par des organismes qui les forment sur les meilleures pratiques d'élevage. Depuis plusieurs années maintenant, Humundi, en collaboration avec la COOPECAN (Cooperativa de Producción y Servicios Especiales de los Productores de Camélidos Andinos), soutient de nombreuses actions en faveur des familles démunies de cette zone.

Développer le commerce de la fibre d'alpagas

L'histoire de la COOPECAN débute en 2008, lorsque plusieurs petits éleveurs d'alpagas décident de former une coopérative afin de mieux faire valoir la fibre d'alpagas. Dès sa création, la COOPECAN s'est fixée pour objectif d'améliorer la qualité de vie de ses

membres en générant plus de revenus de la vente de la fibre d'alpagas.

Spécialisée dans la commercialisation, la transformation et la classification de fibres d'alpagas, à ce jour, elle génère 67 emplois directs permanents et plus de 100 emplois temporaires.

Pari réussi

Avant 2008, un éleveur ayant un troupeau moyen de 150 alpagas avait un revenu net annuel ne dépassant pas les 500 dollars par an. En quinze ans, la coopérative a réussi à modifier les conditions traditionnellement défavorables des adhérents en augmentant la productivité et le revenu net de ses membres. Elle a en effet donné la possibilité aux éleveurs d'augmenter significativement la taille du troupeau et donc d'augmenter encore plus leur revenu net.

Grâce à l'initiative de la COOPECAN, les alpaqueros sont passés d'un alpaga par hectare de pâturage naturel à 50 alpagas par hectare de pâturage cultivé. Par ailleurs, la COOPECAN a réussi à donner une valeur ajoutée à leur fibre, qui atteint directement le marché international, d'une manière très compétitive. Ainsi, le revenu moyen d'un éleveur ayant un troupeau de 150 alpagas est passée à plus de 1500 dollars par an.

La revalorisation de la fibre d'alpagas par l'emploi de nouvelles technologies

La COOPECAN propose des services numériques pour toute la chaîne de valeur de la fibre d'alpaga pour garantir une traçabilité des animaux et des fibres commercialisées. Les innovations apportées incluent notamment l'introduction des données géographiques et spatiales dans la gestion des pâturages à travers l'imagerie satellitaire. Pour ce qui concerne la santé des alpagas, la coopérative à réussir à mettre place des dispositifs d'identification et de soins médicaux des animaux. En outre, une assistance technique est proposée aux éleveurs qui ont besoin d'aide pour gérer leur troupeau ou les pâturages naturels.

« PENDANT LONGTEMPS, LES ALPAQUEROS ONT FAIT PARTIE DES POPULATIONS LES PLUS PAUVRES ET LES PLUS VULNÉRABLES DU PÉROU »

Sans l'utilisation de ces innovations, un hectare de pâturages naturels peut nourrir un seul alpaga par an. Avec l'amélioration, le pâturage peut nourrir cinquante alpagas par an. L'adoption de nouvelles technologies a permis à de nombreux alpaqueros d'augmenter leur revenu. Ces innovations sont appuyées par un système de traçabilité qui permet de certifier la production sur les plans du bien-être animal, de la qualité des fibres et de la responsabilité environnementale et sociale. Aujourd'hui, la fibre produite par la coopérative est certifiée par l'International Association of Wool Textile Laboratories et le Responsible Alpaca Standard RAS.

Former les jeunes afin de mieux assurer la relève et la survie de la COOPECAN

C'est une bonne stratégie de préparer la prochaine génération et, cela, COOPECAN l'a compris. La coopérative a investi de façon constante dans un programme de formation interne qui prépare de nouveaux leaders, hommes, femmes et jeunes, afin qu'ils puissent assumer efficacement les responsabilités des futurs conseils d'administration.

En 2014, la direction de Coopecan a développé un programme annuel de formation des jeunes. Les cours de formation dispensés sont totalement gratuits pour les enfants des partenaires. L'objectif étant d'aider les jeunes dans la réalisation de leurs rêves, d'améliorer leurs compétences, leurs capacités et les préparer à jouer un rôle actif au sein de la coopérative. Entre 2014 et 2018, ce sont 81 jeunes dont 36 femmes qui ont bénéficié du programme.

NAKOUANA TIMITE
Volontaire

L'ÉLEVAGE PASTORAL, DURABLE MAIS MENACÉ

© M.Demay

HAMADO OUEDRAOGO
DIRECTEUR DE VÉTÉRINAIRES SANS FRONTIÈRES (VSF). BURKINA FASO

Comment Vétérinaires sans frontières favorise-t-il l'élevage durable ?

Un élevage durable est basé sur les races locales. Il existe, parmi les bovins élevés au Sahel, des animaux très rustiques qui sont très résistants à la sécheresse. Notre projet ZEPESA, lancé en 2005, avait pour objectif de développer le zébu peul, un bovin de race locale. Nous sommes partis à la recherche de ces bovins, nous avons veillé à leur reproduction, et avons formé les éleveurs pour qu'ils continuent de perpétuer cette race. Jusque-là, les zébus étaient devenus moins performants car ils avaient subi de nombreux métissages. En réhabilitant cette race rustique, les éleveurs se sont rendu compte que la production de viande et de lait avait augmenté.

Qui sont les éleveurs qui reçoivent votre aide et en quoi consiste-t-elle ?

VSF vient en aide aux petits élevages, qu'ils soient sédentaires ou extensifs. Nous tentons d'injecter de la modernité dans les techniques des éleveurs, par exemple, en promouvant l'utilisation de compléments alimentaires pour les animaux et du carnet vaccinal. Dans de nombreuses localités devenues inaccessibles du fait de l'insécurité notamment dans les zones de transhumance, VSF a pris le relais en mettant en place des services vétérinaires privés de proximité, comme des cliniques et des cabinets vétérinaires et des Agents Communautaires de Santé Animale (ACSA), notamment dans les zones de transhumance.

Le modèle pastoral est-il menacé actuellement au Burkina Faso ?

Oui, à cause de l'instabilité politique et du manque de soutien de l'État. Avec le terrorisme, la peur ne cesse de croître parmi les transhumants : une partie d'entre eux choisit de se sédentariser car leur mode de vie devient trop dangereux pour eux et leur famille. Les vols de bétail se font de plus en plus nombreux, l'accès à des points d'eau et aux pâturages est entravé, les tensions entre agriculteurs et pasteurs augmentent, etc.

Les politiques foncières du Burkina Faso ne sont également pas en faveur du pastoralisme. Nous prônons avant tout le respect des modes de vie. Au Sahel, la population a toujours été en grande partie transhumante mais comme le contexte est incertain, VSF accompagne des éleveurs dans la diversification de leurs activités pour tenter de leur garantir un revenu : agriculture, apiculture, transformation, etc.

Ces activités ne sont pas uniquement proposées aux éleveurs sédentaires mais également aux éleveurs nomades. Nous avons constaté que ces derniers ont au fil du temps adopté des stratégies d'adaptation : par exemple, au sein d'une communauté, les personnes âgées et les femmes ont choisi de rester dans les villages pendant que les jeunes poursuivent l'élevage extensif.

KALIDOU BA

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'EGAB, ENTENTE DES GROUPEMENTS ASSOCIÉS POUR LE DÉVELOPPEMENT À LA BASE. SÉNÉGAL

Les unités pastorales (UP) favorisent-elles les éleveurs ou entravent-elles leur mobilité ?

Les unités pastorales sont vraiment un atout pour les éleveurs. Ces UP sont réservées pour le bétail et permettent de mieux gérer l'espace et de réduire les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs. Les UP garantissent des zones réglementées, sécurisées, où l'eau est disponible grâce aux puits que l'État et nous avons forés. Des couloirs de transhumance ont également été mis en place pour que les éleveurs puissent traverser les zones réservées aux agriculteurs.

Les unités pastorales jouent également un rôle dans la lutte contre la déforestation et la désertification. Il est interdit de couper les arbres dans ces zones. En général, si les pâturages viennent à manquer, les éleveurs vont couper des arbres. Mais EGAB met en place des campagnes de sensibilisation pour qu'il n'y ait pas de surcoupe. Cependant, ce ne sont pas les éleveurs mais les charbonniers qui posent problème car ils sont à l'origine des nombreux feux de brousse qui ravagent les forêts sénégalaises ainsi que les pâturages.

L'élevage industriel existe-t-il au Sénégal ?

L'élevage pastoral est majoritaire mais on constate une augmentation de la stabulation et donc de la sédentarisation. Pendant les saisons sèches, le bétail fournit moins de lait et les éleveurs ont constaté qu'en restant sur place, la production de lait était plus importante. On constate donc également une augmentation de la culture fourragère. Toutefois, nous défendons le modèle pastoral car il reste le modèle le plus adapté pour l'élevage du bétail : il convient mieux aux fluctuations climatiques et économiques.

Quels sont les défis que vous rencontrez actuellement ?

Nous devons continuer à sécuriser l'espace pastoral pour contrer la menace de l'agro-business. Nous constatons que les espaces pastoraux sont de plus en plus grignotés. Nous continuons donc de faire en sorte que les zones les plus reculées du Ferlo aient accès à l'eau, nous formons des auxiliaires vétérinaires et construisons des parcs de vaccination, nous effectuons du plaidoyer et des campagnes de sensibilisation pour maintenir la cohésion sociale entre les agriculteurs et les éleveurs.

AMÉLIE HALLEUX
Volontaire

ÉLEVAGE INTENSIF

IL EXISTE U
DIVERSITÉ D
D'ÉLEVAGE,
PRODUCTIV
VARIA

ENVIRON 80% DES ANIMAUX SONT ÉLEVÉS DE MANIÈRE INTENSIVE EN EUROPE.

LES ZONES D'ÉLEVAGE INTENSIF DANS LE MONDE SE TROUVENT PRINCIPALEMENT EN EUROPE, EN AMÉRIQUE DU NORD, AU BRÉSIL ET EN ASIE DU SUD ET DE L'EST.

Comment reconnaître le type d'élevage de nos aliments ?

Le cas des oeufs : le premier chiffre du code inscrit sur l'oeuf indique le type d'élevage d'où il provient.

0 = élevage bio (les poules sont élevées dans des conditions qui respectent le cahier des charges de l'agriculture bio)
1 = élevage en plein air
2 = élevage au sol
3 = élevage en batterie (en cages)

ÉLEVAGE EXTENSIF

NE GRANDE
E SYSTÈMES
, AVEC DES
VITÉS TRÈS
BLES.

L'ÉLEVAGE EXTENSIF RESPECTE LES CONDITIONS DE VIE NATURELLES DE L'ANIMAL.

C'EST SURTOUT DANS LE SAHEL, EN AFRIQUE CENTRALE ET DANS LES STEPPES D'ASIE CENTRALE QUE L'ON TROUVE DES ÉLEVAGES DE TYPE EXTENSIF ET TRADITIONNELS.

Le label « Pré de chez nous » : ce label belge propose une viande bovine locale et durable issue d'une exploitation respectant le bien-être animal

PASTORALISME : TRANSHUMANCE ET MUTATIONS

© Job

Le pastoralisme consiste en l'élevage et la transhumance de divers types de bétails. Il représente la base identitaire de plusieurs communautés, particulièrement africaines et permet de nourrir des millions d'êtres humains dans le monde. Toutefois, il semble être remis en question par de multiples facteurs : les politiques qui se montrent moins cléments envers les pasteurs, les filiations brisées avec les jeunes qui préfèrent se sédentariser et acquérir des biens matériels... ou encore, certains conflits meurtriers qui empêchent les transhumances de se dérouler de manière pérenne...

6 mois de la vie d'un Peul

Le pastoralisme comporte les activités d'élevage par le pâturage. Il s'étend sur plus de la moitié de la surface terrestre. Ce mode d'élevage EST la tradition du peuple Peul. D'après leurs propres dires, les Peuls affirment que la vache représente leur identité culturelle...

Avant le départ, il y a comptage de bovins et vérifications des certificats d'appartenance. Car les pasteurs emmènent avec eux leurs bêtes mais aussi celles des voisins. Pendant la transhumance, la journée type débute par une prière, puis l'on trait les vaches. Les animaux repartent en brousse vers 12h30, le retour au campement s'effectue vers les 18h30 où les bergers mangent et s'occupent jusqu'à la nuit.

Pendant la traversée, le chef de l'équipe s'occupe des bagages et de la cuisine. Les femmes, elles, sont les gardiennes de la maisonnée, la téléphonie moderne leur permettant de garder le contact avec leurs hommes partis en transhumance pendant souvent 6 mois.

Une activité aux nombreux avantages...

Les avantages de cette activité millénaire sont multiples comme la diversification de la production alimentaire : le lait et la viande qui apportent les protéines et les nutriments et réduit la dépendance vis-à-vis des pays importateurs. Il permet aussi d'agir contre le changement climatique car les animaux qui paissent stimulent la croissance des plantes qui, elles, fixent le carbone dans le sol. Ils fertilisent aussi les terres en jachère par leurs excréments.

Il peut également être un lanceur d'alertes, notamment contre la pandémie : des pasteurs, qui traversent souvent de nombreux territoires, tirent la sonnette d'alarme en cas de nouvelles maladies infectieuses, exemple, les « zoonoses », maladies qui se transmettent entre animaux et humains.

... mais aux difficultés croissantes

Quand ils ne sont pas éprouvés rudement par la chaleur et la soif, ils subissent la perte et l'inaccessibilité des zones de pâturage due à l'urbanisation croissante. Et quand il n'y a pas d'herbe, il faut encore chercher, aller plus loin.

Parfois, il y a des dégâts causés dans les champs et les Peuls se voient être les principaux accusés. Certains éléments dans le groupe jouent alors le rôle de facilitateurs et d'intermédiaires car ils ne peuvent faire autrement, ils doivent impérativement y transiter pour le bien-être de leur bétail. L'adage peul « *La langue et les dents sont condamnés à cohabiter, mais cela ne les empêche pas de se bagarrer entre eux* », résume assez bien la situation. Mais c'est ainsi que le chef de la localité traversée a le droit de préempter une vache, sans compter le délégué du village qui en fait de même. Il y a également « prélèvement » de quatre vaches pour le village même, ce qui permet finalement aux pasteurs de pouvoir profiter de leurs zones de pâturage.

A cela s'ajoute la problématique du terrorisme au Ghana. Les Peuls en sont fréquemment les victimes. S'ils n'ont pas de papiers, ils doivent payer mais il arrive aussi, que même s'ils en sont déjà possesseurs, ils se les voient confisqués ! Et, de surcroît, malgré ces difficultés, les gouvernements ne les protègent pas toujours juridiquement. Enfin, l'accès aux soins de santé grâce aux vaccins reste limité, pour eux comme pour leur bétail.

Autant de raisons pour les pasteurs de chercher à se diversifier, aussi parce que des sites d'orpaillage attirent dans leurs mirages de nombreux hommes. Il arrive aussi de plus en plus fréquemment qu'un enfant de la famille se rende à l'école. Il est donc fort probable qu'il s'écarte de la voie traditionnelle du pastoralisme.

Tant qu'il y aura des vaches...

Comme le déclarait un pasteur : La vache est l'identité du Peul. Alors, tant qu'il y aura des vaches...

AGRON CUPISHTI
Volontaire

ONE HEALTH : GARANTIR DES INTERACTIONS DURABLES ENTRE ESPÈCES

© Papeghies

ON PEUT ESPÉRER QUE LE CONCEPT ONE HEALTH, DANS SON AMBITION D'UNE COMPRÉHENSION PLUS POUSSÉE DES INTERACTIONS ENTRE ESPÈCES, SERA AUSSI UNE INVITATION À UNE OBSERVATION PLUS SENSIBLE ET CRITIQUE DES IMPACTS NÉGATIFS DES MODÈLES AGRICOLES INDUSTRIELS ET QUE CELA FERA ÉVOLUER NOS MANIÈRES DE VIVRE DANS NOS ESPACES NATURELS.

Ces dernières décennies ont révélé la dangerosité d'agent infectieux circulant de continent en continent. En 2003, la grippe aviaire, en 2009 la grippe H1N1. En 2020, la crise du Covid-19 remet sur le devant de la scène la nécessité de mieux comprendre les sources de ces pandémies mondiales pour pouvoir les anticiper. Au centre des préoccupations se trouve le fait que ces agents infectieux circulent à travers les pays mais, surtout, à travers les espèces vivantes.

One Health, une approche unifiée et systémique

Ces observations, pas nouvelles, vont faire émerger le concept « One Health » (« une seule santé ») au début des années 2000, résultat d'une alliance entre trois branches de l'ONU (OMS, FAO, OMSA). Ce concept a pour objectif principal l'amélioration de la santé et du bien-être des populations humaines et animales dans leur environnement et invite les disciplines des sciences du vivant (biologie, médecine, agronomie, anthropologie, etc.) à travailler ensemble. En théorisant une santé « unique » entre composantes vivantes, l'objectif est de pouvoir davantage prévenir les risques liés à leur relation.

Le concept sera rapidement diffusé et approprié de manière différenciée selon les enjeux locaux à travers le monde, parfois avec quelques difficultés. En Afrique, par exemple, bien que plusieurs organisations aient été développées suite à l'instauration du concept et que des modules dans des écoles doctorales aient été intégrés au Sénégal, en Côte d'Ivoire et en Tanzanie en 2016, le décloisonnement entre les différentes disciplines reste difficile.

Ce concept permet pourtant de prendre de la hauteur, il met en avant la nécessité de ne plus considérer les différentes composantes naturelles sur Terre de manière isolée.

One Health et l'élevage intensif

One Health invite l'humain à repenser son comportement vis-à-vis des espaces naturels qu'il transforme et aussi vis-à-vis du monde animal. Et particulièrement des animaux d'élevage. En termes de risque sanitaire les élevages intensifs sont problématiques à différents niveaux.

D'abord ces élevages intensifs nécessitent des techniques et infrastructures qui ont un impact sur la transformation des écosystèmes dont ils déstabilisent les populations. Pour produire assez de céréales pour nourrir ces animaux, il faut adopter des modèles agricoles très productivistes, organiser de grands espaces en monoculture et cela passe par la destruction d'espaces naturels, notamment en déforestant. Selon la FAO, l'agriculture industrielle est à l'origine de 50% de la déforestation mondiale.

La déforestation engendre la destruction des habitats et, par conséquent, un déplacement des populations animales. Cela donne lieu à de nouvelles rencontres entre espèces. Dans la rencontre, les espèces se transmettent de nouveaux germes face auxquels aucune immunité n'avait pu être développée. Ensuite les élevages intensifs sont responsables d'un grand nombre d'infection dues à la concentration trop forte des animaux ou bien à des conditions d'hygiéniques catastrophiques.

A l'heure actuelle, ces modèles agricoles uniformisés et productivistes peinent à reconnaitre leur dangerosité.

Agroécologie : une cohabitation durable

Dans sa vision systémique, One Health peut donc être mis en lien avec la recherche de modèles agricoles durables. En effet, les modèles agroécologiques valorisent la nécessité d'être plus attentifs aux interdépendances entre espèces pour être mieux intégrés aux territoires, moins destructeurs et adaptés aux limites naturelles. Par la recherche de combinaisons bénéfiques entre espèces végétales, ou par l'(la) (ré)intégration des animaux dans les cultures maraichères.

Il faut également considérer que si les animaux en bonne santé sont garants d'une meilleure « santé unique », ils sont aussi une composante essentielle de la sécurité alimentaire.

ADÈLE FUNÈS
Volontaire

EN RDC, DES PROTÉINES ANIMALES SAINES ET ACCESSIBLES POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La ville de Boma, deuxième grande ville de la Province du Kongo Central, regorge de produits agricoles : les villes de Kinshasa et Matadi s'y approvisionnent notamment en maïs, bananes, manioc, riz et huile de palme. Mais en ce qui concerne la production animale, Boma a un potentiel inexprimé : avec une population de plus de 500 000 habitants et une forte croissance démographique, la production de ressources animales, avicoles et piscicoles s'avère insuffisante. Face à la concurrence des produits surgelés importés et des épizooties récurrentes, la ville ne parvient pas à satisfaire la demande en sources de protéines animales saines et à des prix concurrentiels. C'est dans ce contexte que nait le projet Kutuela - Autonomisation des jeunes et des femmes par le renforcement des initiatives d'économie sociale et solidaire d'élevage et de pisciculture familiale à Boma (RDC).

Le projet Kutuela, qui se déploie dans les localités les plus dynamiques en termes d'élevage (Boma, Kiza et Kitsakata), touche le nœud du problème : le manque d'encadrement professionnel, d'information sur les marchés et d'accès aux produits vétérinaires. Entrainés aux bonnes pratiques de production et de commercialisation, les 150 membres du réseau informel BOMA ELEVAGE (dont 54% de femmes et 53% de jeunes) voient ainsi leurs capacités organisationnelles, productives, commerciales et sanitaires renforcées.

Formés dans le cadre du projet Kutuela, les pairs-éducateurs en aménagement d'unités d'élevage et de pisciculture jouent un rôle clé : attirer de nouveaux membres. La formation de vaccinateurs locaux et, au sein du Groupement d'Intérêt Economique l'introduction à titre gratuit de races améliorées assurent, par la méthode du métayage, le partage de ressources et d'expérience ainsi que la pérennisation du projet.

La ferme-école agropastorale et agroécologique mise en place sert de véritable incubateur pour la création d'exploitations agricoles familiales durables, crée de l'emploi (de la préparation des aliments pour animaux aux soins vétérinaires) et améliore non seulement le volume d'activité, l'accès au marché et au crédit mais aussi les conditions d'élevage - livrant ainsi à la population des produits issus de l'élevage et de la pisciculture durable locale à un coût compétitif.

En partenariat avec le CENADEP (Centre National D'Appui au Développement et à la Participation Populaire) et le CVATK (Centre Agronomique et Vétérinaire Tropical de Kinshasa), Humundi contribue, par ce projet, à la sécurité alimentaire et l'égalité des chances dans le domaine du petit élevage et de la pisciculture familiale dans la région de Boma.

DIEYENABA FAYE
Volontaire

VIANDE ET PRODUITS ANIMAUX : UNE DIMINUTION NÉCESSAIRE, UN CHEMIN COMPLEXE

Partons du consensus scientifique, qui est clair et limpide : la consommation massive de produits animaux a des conséquences environnementales redoutables. Réchauffement climatique, usage des terres, perte de biodiversité, consommation d'eau... Diminuer la consommation de viande et autres produits animaux est un levier puissant pour alléger la pression des humains sur leur environnement et, également, dans une optique décoloniale, sur des territoires hors de nos frontières. L'Europe importe l'équivalent de 20% de sa surface agricole utile en soja d'Amérique latine, pour nourrir le bétail donc.

Mais alors, quelle place pour la viande et autres produits issus des animaux dans des régimes alimentaires sains ? C'est un sujet controversé. Que préconise l'Organisation Mondiale de la Santé ? Des apports conseillés en protéines animales de 30g par jour. Aujourd'hui en Belgique, nous en consommons environ 60g par jour. Diviser par deux notre consommation de produits animaux a donc des bénéfices importants, autant pour l'environnement que pour la santé.

Une fois cela dit, s'entremêlent des enjeux de cultures, de territoires, et d'agriculture. Humundi, travaillant en partenariat étroit tant avec des associations de producteurs.trices laitiers.ères européen.ne.s qu'avec des réseaux de pastoralistes du Sahel, est conscient de la complexité de l'enjeu et du besoin de développer des réponses adaptées aux territoires.

Il faut également mentionner un enjeu agronomique fondamental : la fertilité des sols. Ces 70 dernières années, les systèmes de production se sont peu à peu libérés de la nécessité de boucler le cycle de fertilité des sols, grâce aux intrants de synthèse. Un monde sans fossile obligera à d'autres façons de fertiliser les cultures. Les ruminants, les vaches, seront des alliés privilégiés dans l'agriculture de demain.

Pour les pays riches tels que la Belgique, l'antienne « moins mais mieux » doit donc s'imposer. Consommer moins, beaucoup moins de produits animaux tout en privilégiant les productions de qualité issues de fermes engagées dans des pratiques durables, qui font manger de l'herbe aux herbivores, et qui visent l'autonomie en fourrage.

Les acteurs politiques doivent soutenir ces fermes, aujourd'hui en difficulté face à des changements de comportement de consommateurs mais aussi face à une concurrence internationale féroce et à une concentration du secteur. Or, le soutien politique ne va pas du tout dans ce sens : la PAC ne soutient pas suffisamment les pratiques durables et les petites exploitations et l'accord de libre-échange en négociation entre l'Union européenne et les pays du Mercosur prévoit l'exportation vers l'Europe de... 99 000 tonnes de bœuf sud-américain à tarif réduit.

FRANÇOIS GRENADE
Responsable plaidoyer

ENVIE D'ALLER PLUS LOIN ?

Trois pistes à suivre

DEUX FILMS

« Cow » et « Verts pâturages »

Cette année, le Festival Alimenterre propose deux films qui éclairent, chacun à leur façon, une facette de l'élevage et de la place des animaux dans l'agriculture.

« Cow » nous emmène à hauteur d'animal et, en nous faisant vivre le quotidien d'une vache dans un élevage conventionnel, suscite des émotions mi-inconnues mi-anthropomorphiques. Bouleversant !

« Verts pâturages » nous fait partager le quotidien de pasteurs burkinabè sur les chemins de la transhumance. Vie collective, éloignement familial, lien avec la nature, changement climatique, conflits territoriaux, toutes les facettes de ce métier menacé sont esquissées dans ce « walk movie ».

Rendez-vous les 11 et 12 octobre au cinéma Galeries de Bruxelles www.festivalalimenterre.be

UNE ACTION

Faire exister un événement

On pourrait penser qu'accueillir le public, faire circuler un micro, décorer un lieu ou tenir un bar n'est pas très utile pour faire changer les choses. En réalité, sans les volontaires, beaucoup d'événements de sensibilisation ne seraient clairement pas les mêmes, voire ne pourraient avoir lieu.

Chaque année, ils sont une quarantaine à faire vibrer notre Festival Alimenterre permettant ainsi à plus de 1500 personnes de comprendre les enjeux agricoles et alimentaires et de s'engager eux-mêmes dans des actions impactantes.

Plus nous serons nombreux à nous engager, plus les choses pourront changer. C'est aussi l'occasion pour les volontaires de voir des documentaires chocs ou inspirants et de partager des moments conviviaux avec une super équipe.

Alors, rejoignez-nous !
nba@humundi.org

UN MOT

Maraîchage

En l'agriculture, il y a plusieurs grandes « filières » : l'élevage, les grandes cultures (la culture des céréales, des oléagineux et des protéagineux), la viticulture (la culture de la vigne pour le vin), la sylviculture (la gestion de la forêt à des fins d'exploitation commerciale) et l'horticulture qui rassemble le maraîchage (la culture des légumes), l'arboriculture (la production d'arbres fruitiers) et la floriculture (la culture des fleurs coupées et des plantes). En Wallonie, en 2020, on comptait environ 350 maraîchers en activité dont 180 à 185 dont c'est l'activité principale. Sur toute la Belgique, c'est une augmentation de 42% en dix ans et le maraîchage sur petite surface est le seul secteur agricole où le nombre d'installation est en croissance constante depuis quelques années.

RUE AUX LAINES 4 - 1000 BRUXELLES - T 02 548 06 70 - WWW.HUMUNDI.ORG

SOS FAIM DEVIENT humundi